

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Comment le pouvoir s'y prépare

Abdelaziz Bouteflika convoquera le corps électoral, pour la tenue des élections législatives fin décembre en cours, par voie de décret. Un décret présidentiel qui ne sera signé qu'après l'adoption, par le Sénat, de toutes les lois liées à la réforme, notamment la loi électorale et celle sur les partis.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous confie une source très bien informée. «Le calendrier ne subira aucune modification en cours de route», affirme, d'ailleurs, notre source qui exclut toute éventualité d'un recours à une deuxième lecture des lois sur les réformes politiques, par Bouteflika, comme le réclament certaines voix dans la classe politique.

«Les élections auront lieu dans les délais, ajoute encore notre source». A savoir vers la fin février, début mars 2012. Il faut dire que les préoccupations du pouvoir sont tout autres. Il s'agit, pour lui d'anticiper les événements. Et il s'y affine depuis quelques mois déjà. La déferlante islamiste sur le monde arabe n'épargne pas l'Algérie non plus.

«Le vote islamiste est la seule certitude dans cette élection. L'électorat islamiste n'a pas besoin d'être mobilisé pour se manifester», estime une source. Toujours est-il, c'est sur la base de ce constat que le pouvoir entame la

préparation des prochaines législatives.

«Les choses sont très simples : Il s'agit d'empêcher cet énorme potentiel électoral islamiste de se concentrer sur un seul parti. Le pouvoir peut tout accepter sauf d'avoir affaire à un grand parti islamiste». Ceci d'un côté. De l'autre, «le pouvoir veut faire émerger un contre-poids aux islamistes. Avec un pôle qui va fédérer des nationalistes et des démocrates».

L'abstention et le vote sanction : le cauchemar du pouvoir

Dans sa stratégie d'anticipation, le pouvoir a déjà préparé sa solution s'agissant du contrôle des islamistes. «L'agrément certain des trois partis politiques de Abdallah Djaballah, de Mohamed Saïd et de Menasra participe de cette stratégie. Et les spéculations donnent ces trois nouveaux partis à la tête du courant islamiste. Cela, au détriment du MSP qui sera l'un des plus grands perdants de la



Les élections auront lieu vers la fin février, début mars 2012.

futur reconfiguration de la scène politique», nous révèle encore notre source.

Parti de l'Alliance présidentielle et membre du gouvernement depuis 1997, le parti d'Abou Djerra Soltani a fini par susciter méfiance et rejet des islamistes purs et durs, largement majoritaires, de l'électorat islamiste.

C'est ce qui explique les agitations désespérées de l'ex-Hamas

de ces dernières semaines qui s'essaye à l'opposition radicale. «Peine perdue !», estime notre source «Les radicaux, notamment l'électorat de l'ex-FIS ne reportera jamais ses voix sur le MSP. D'ailleurs, le pouvoir détient des informations précises sur les différentes tractations en cours, entre les différentes factions de l'ex-FIS et plusieurs personnalités islamistes comme Djaballah,

Mohamed Saïd et Menasra. Mais jamais Abou Djerra.

Les Djazaaristes conduits par Hachemi Sahnouni et des chefs de l'AIS sont disposés à parrainer les listes des partis de Djaballah, Menasra ou Mohamed Saïd, ce dernier bénéficiant de l'influence et de l'estime dont jouit son mentor, Ahmed Taleb Ibrahimi auprès de la direction et de la base de l'ex-FIS». Ce que redoute fort le pouvoir, c'est le vote sanction à l'encontre de l'Alliance ou l'abstention. «Ce qui revient au même», commente notre source. Une crainte d'autant plus aggravée par la crise qui frappe le FLN depuis plus d'une année. «Le FLN, déjà plombé par la fronde provoquée par le mouvement des redresseurs, sera par ailleurs le plus grand perdant du lancement de nouvelles formations politiques comme celle de Aziz Belaïd, Tahar Benbaïbeche ou Khaled Bounedjma, toutes se proclamant de la famille révolutionnaire». Or, «le pouvoir tient absolument à constituer un pôle, d'égale consistance, en face des islamistes et qui sera constitué du FLN, du RND et du... FFS» !

Le mystérieux séjour algérois d'Aït Ahmed

S'étant appuyé, depuis quelques années sur le PT de Louisa Hanoune, le régime de Bouteflika veut adjoindre un nouveau client : le FFS de Hocine Aït Ahmed. «Ce qui intéresse le pouvoir, c'est l'image qu'il donnera de lui pour l'étranger. D'où le choix du FFS».

Le parti, pourtant supplanté même en Kabylie depuis quelques années est sollicité par le pouvoir pour jouer un rôle dans les prochaines recompositions. Le deal aurait été scellé depuis quelques mois, à l'occasion d'un séjour qu'aurait effectué dans le plus grand secret Hocine Aït Ahmed en mai dernier à Alger. «Aït Ahmed aurait rencontré de hauts responsables lors de ce voyage et la participation du FFS aux prochaines législatives ne ferait aucun doute. C'est ce qui explique peut être la médiatisation dont jouit le parti, dans les médias publics. Mais aussi son attitude passive lors des protestations qui ont secoué le pays durant les premiers mois de l'année 2011.

A. B.

K. A.

CONFÉRENCE D'ALGER SUR LES GUERRES D'OCCUPATION

Condamnation unanime de l'ingérence étrangère

L'ingérence des gouvernements des grandes puissances a été fortement condamnée par les participants à la conférence d'«urgence» contre l'ingérence et les guerres d'occupation, dont les travaux se sont poursuivis hier pour la seconde journée.

A. Bettache - Alger (Le Soir) - Intervenant au nom de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), lors de la plénière de cette conférence, Dialo Abdoulaye a déclaré que «le continent africain est ciblé par les interventions des grandes puissances pour ses richesses et ses ressources naturelles». Il a estimé, dans ce contexte, que les peuples du monde «subissent beaucoup de désinformation à travers l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication».

S'insurgeant contre les interventions des grandes puissances dans des pays au nom de «l'ingérence humanitaire», il a soutenu qu'«il est temps que l'Occident cesse de donner aux pays africains des leçons sur les droits de l'homme». «Quelle insulte faite à la démocratie en Grèce quand il est refusé au peuple de s'exprimer par voie référendaire sur le plan d'austérité qui lui est imposé par l'Union européenne et la Banque centrale européenne, et quand il est enregistré des interventions militaires ailleurs au nom des valeurs de cette même démocratie», s'est-il exclamé.

Le secrétaire général adjoint du Syndicat national des travailleurs de l'éducation du Tchad, Betolum Gabriel, qui est revenu sur l'histoire de la colonisation dans son pays, a exprimé son étonnement de voir les anciennes puissances coloniales qui «avaient attisé le feu, revenir en Afrique en sapeurs-pompier». Il a affirmé, à ce propos, que son pays «partage la même visibilité» des événements ayant ébranlé le Maghreb et ceux en cours au Moyen-Orient que celle développée lors de cette conférence. Pour le coordinateur de l'Entente ouvrière inter-



La conférence a été organisée sous l'égide du PT et de l'UGTA.

nationale et premier responsable du Parti ouvrier indépendant de France, Daniel Gluckstein, la question de la souveraineté nationale «n'a jamais été mise à rude épreuve comme elle l'est aujourd'hui», en raison de la récente intervention militaire de l'Otan en Libye. «Nous sommes en présence d'une action basée sur la terreur et le pillage menaçant tous les peuples», a ajouté le coordinateur de l'Entente ouvrière internationale, estimant qu'«il est légitime pour l'ensemble des peuples de s'organiser dans le but de contrer cette offensive».

Allant dans le même sens, M. Airech Rodriguez Antoine, responsable au Parti ouvrier pour l'unité socialiste du Portugal, a affirmé, de son côté, que le gouvernement de son pays est en train de mener une «guerre sociale» contre le peuple, au nom du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE et de la Banque européenne. Il a expliqué les mouvements sociaux actuels au Portugal par «l'adoption d'un budget national par le gouvernement équivalent



à une déclaration de guerre» contre les Portugais.

Pour Kassa Aïssi, membre du bureau politique du parti du Front de libération nationale, chargé de la communication, les peuples de l'Afrique du Nord «font face à des défis générés par les récents événements vécus dans la région».

La tenue de cette conférence, a-t-il dit, répond aux préoccupations du FLN qui constate, a-t-il ajouté, des «manipulations de toutes sortes pour camoufler les ingérences dans les affaires internes des pays de l'Afrique du Nord».

L'universitaire et journaliste algérien Mohamed Bouhamidi a estimé, pour sa part, que les peuples du Maghreb et du Moyen-Orient «font face à une armada médiatique orientée contre leurs intérêts», soulignant, dans ce sens, «l'incapacité de ces peuples à renverser la vapeur et à faire face à ce battage médiatique».

Photos : Samir Sid